



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

### DIRECTION DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Bureau des Procédures Environnementales et Foncières

-----  
Installation classée pour la protection de l'environnement

-----  
**Mise en demeure**  
Société ZIEGLER  
CHOLET

DIDD-2017-n°160

### ARRÊTÉ

**La Préfète de Maine-et-Loire,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif modifié à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et en particulier ;

- **l'article 19**, relatif à la réalisation d'une étude technique foudre définissant les moyens de protection foudre à mettre en œuvre,
- **l'article 20**, relatif à l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention répondant aux exigences de l'étude technique foudre.

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2000-n° 181 du 21 mars 2000 délivré à la société ROCHAIS BONNET pour l'exploitation d'un entrepôt de stockage de matières combustibles, situé en zone industrielle du Cormier à CHOLET ;

**Vu** le récépissé de déclaration de transfert d'exploitation au profit de la société ZIEGLER en date du 4 février 2010 ;

**Vu** l'analyse du risque foudre, réalisée le 17 juin 2010 par le bureau d'études APAVE, concluant à la nécessité de protéger les installations contre la foudre (niveau de protection 4 requis) et de mettre en conformité aux normes en vigueur les installations de protection contre la foudre existantes ;

**Vu** les articles suivants de l'arrêté préfectoral précité :

- **article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2000** relatif aux installations électriques,
- **article 6.1.3 de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2000** relatif à la protection contre les effets de la foudre,

- **article 6.2 alinéa 5 de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2000** relatif à la vérification périodique des équipements de sécurité et de secours (détection),
- **article 6.5 de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2000** relatif à la formation du personnel,
- **article 7.7 de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2000** relatif aux bassins de confinement des eaux d'extinction incendie.

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 12 juin 2017 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** l'absence d'observation de l'exploitant dans le délai de 10 jours à compter de la réception du courrier de l'inspecteur de l'environnement ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 9 mai 2017, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des dispositions de **l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2000** :

- les zones ATEX ne sont pas identifiées et repérées sur un plan tenu à jour,
- le rapport de contrôle des installations électriques, réalisé par l'APAVE en date du 13 avril 2016, fait état d'une quinzaine de non-conformités dont 10 déjà signalées,
- il a été constaté l'absence de suivi formalisé justifiant de la prise en compte de l'ensemble des observations formulées par l'organisme lors du contrôle des installations électriques et, donc, du bon état de conformité des installations électriques.

- l'établissement ne dispose pas de dispositifs de protection contre la foudre conformes aux normes en vigueur, tels que prescrits à **l'article 6.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2000** :

- l'étude technique foudre, prescrite à **l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010** susvisé, n'a pas été réalisée suite aux conclusions de l'analyse du risque foudre,
- les travaux d'installation des dispositifs de protection contre le risque foudre répondant aux exigences de l'étude technique foudre et, donc, de l'analyse du risque foudre, n'ont pas été réalisés **conformément à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010**,
- la dernière vérification complète des installations de protection contre la foudre, effectuée le 13 octobre 2016 par l'organisme APAVE, confirme la nécessité de réaliser cette étude technique foudre et de mettre en place des dispositifs supplémentaires de protection contre la foudre (type parafoudre),

- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation de vérifications périodiques par un technicien qualifié, prescrites à **l'article 6.2 alinéa 5 de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2000**, pour les matériels de sécurité suivants :

- contrôle périodique de la détection hydrogène (local de charge de batterie),
- contrôle de la détection de gaz (local chaufferie),

- la formation du personnel dans le domaine de la sécurité (utilisation des équipements de lutte contre l'incendie, évacuation en cas d'incendie, etc...), prescrite à **l'article 6.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2000**, n'est pas réalisée.

- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des dispositions de **l'article 7.7 de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2000** et en particulier :

- l'existence en sortie du bassin de confinement de la vanne d'isolement permettant d'assurer la maîtrise

des rejets en cas de sinistre n'a pas pu être constatée (absence de signalisation permettant de localiser facilement la vanne sur site),

● la bâche du bassin de confinement est déchirée en plusieurs endroits et, donc, n'assure plus l'étanchéité du bassin.

**considérant** que les constats susvisés constituent un manquement aux dispositions des articles 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, et des articles 6.1.1, 6.1.3, 6.2 alinéa 5, 6.5 et 7.7 de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2000 ;

**considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ZIEGLER de respecter les prescriptions des articles 6.1.1, 6.1.3, 6.2 alinéa 5, 6.5 et 7.7 de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2000 susvisé, et des articles 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

## ARRÊTE

**Article 1** – La société ZIEGLER, exploitant la plate-forme de stockage de matières combustibles, située en zone industrielle du Cormier à CHOLET, est mise en demeure de respecter **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions suivantes :

- article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2000, en identifiant les zones de l'établissement où peuvent apparaître des atmosphères explosives, en les répertoriant sur un plan et en adressant les justificatifs de la mise en conformité des installations électriques et de la prise en compte de l'ensemble des observations de l'organisme de contrôle,
- article 6.2 alinéa 5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2000 en réalisant le contrôle périodique de la détection hydrogène (local de charge de batterie) et le contrôle périodique de la détection de gaz (local chaufferie) et en adressant les résultats de ces contrôles,
- article 6.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2000, en procédant à la formation du personnel dans le domaine de la sécurité,
- et article 7.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2000, en remettant en état l'étanchéité du bassin de confinement et en justifiant de la réalité du dispositif mis en place en sortie du bassin pour maîtriser les rejets en cas de sinistre.

**Article 2** - La société ZIEGLER, exploitant la plate-forme de stockage de matières combustibles, située en zone industrielle du Cormier à CHOLET, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié et de l'article 6.1.3 de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2000, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté** :

- en réalisant une étude technique foudre,
- en procédant à l'installation des dispositifs de protection contre le risque foudre et la mise en place des mesures de prévention répondant aux exigences de l'étude technique foudre,
- en apportant les justificatifs attestant de la conformité aux normes en vigueur des dispositifs de protection contre les effets de la foudre.

**Article 3** – L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, **dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté**, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées aux articles 1 et 2.

**Article 4** – Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de CHOLET et pourra y être consultée. Un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie de CHOLET pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera adressé par les soins du maire de CHOLET et envoyé à la Préfecture de Maine et Loire - Direction de l'Interministérialité et du Développement Durable - Bureau des Procédures Environnementales et Foncières.

**Article 5** – Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1, 2 et 3 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement

**Article 6** – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Maine-et-Loire, le Sous-Préfet de CHOLET, le maire de CHOLET, le directeur départemental de la sécurité publique de Maine-et-Loire, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à la société ZIEGLER par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à ANGERS, le - 3 JUIL. 2017

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Pascal GAUCI

**Délais et voies de recours** : Conformément à l'article R 181-50 du Code de l'environnement – livre 1<sup>er</sup> – Titre VIII

*Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative :*

*1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;*

*2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :*

*a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;*

*b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.*

*Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.*

*Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.*